

Plaidoyer pour un dialogue constructif entre deux mondes : organisations non gouvernementales internationales¹ et Université. Points de vue d'un anthropologue

Par Delphin KAYEMBE KATAYI

Introduction

La particularité des sciences sociales en général, et de l'anthropologie en particulier, c'est d'investir l'intelligence de modes de vie et de penser des membres d'une communauté qui se déploient à travers les pratiques sociales, ne serait-ce que pour une partie du corps social considéré. Elle constitue alors une inquiétude suffisante qui détermine la décision de mener une recherche. A l'instar de Durkheim face au suicide qui varie en fonction de l'intégration de l'individu dans la vie sociale, de la religion, des saisons (Durkheim 1897) et à tous les autres anthropologues de la première heure, à documenter des témoignages en provenance des régions du monde non encore couvertes par les lieutenants des écoles anthropologiques.

Le but déclaré fut celui d'enregistrer des témoignages matériels sur des peuples menacés d'extinction par la civilisation occidentale au nom d'une rédemption ou de la mission civilisatrice de domine pour servir (Mabika Kalanda, 1966 : 32). D'où la prolifération des Musées des curiosités² à partir de leurs inventions en Suède, il y a 100 ans (Jeanne Cannizzo, 2005 : 577-578) et d'intenses activités qui ont contribué à freiner cette destruction, qui appauvrirait à coup sûr la richesse de la diversité culturelle de l'humanité. Le cas de Lewis Morgan chez les Iroquois est emblématique à ce sujet qui, en dehors de sa théorisation sur le communisme primitif, se proposa de faire leur avocat devant les instances fédérales étatsuniennes.

En dépit de leurs interventions fulgurantes, elles demeurent encore peu audibles dans le chef des spécialistes en sciences sociales. Ceux-ci ne semblent s'émouvoir et n'insistent pas assez en direction des générations dans leurs auditoires par rapport à leur fonctionnement et surtout des possibilités d'y faire une possible carrière dans le but de participer à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées.

Cependant pour la plupart des travaux des anthropologues congolais se conforment à la première préoccupation, mais n'arrivent pas encore de s'acquitter du second type pour des raisons qui ne peuvent être évoquées ici. Même alors, on n'enregistre qu'un engouement timide vis-à-vis de ce phénomène qui désormais est partie intégrante du quotidien des Congolais dans presque tous les secteurs vitaux : santé, l'habitat, la transparence dans le secteur minier, etc.

De quelle utilité sera-ce l'accumulation des théories académiques, si elles ne peuvent guère pousser à l'action face aux défis existentiels récurrents ? La réponse à cette question rejoint l'idée de la présente investigation, car elle constitue un vibrant appel en amont, c'est-à-dire au dialogue entre ces deux acteurs. Bien plus, nous questionnons le mutisme qui s'est installé au sein des institutions universitaires qui dispensent les enseignements en anthropologie.

Outre cette introduction, la présente étude tente dans un premier moment de fournir des réponses au pourquoi de la présence des ONG en RDC. Le deuxième survole quelques opportunités qu'elles offrent à l'image des besoins non satisfaits de la majorité des Congolais. Le troisième discute des préalables non négociables qu'elles posent. Celles-ci requièrent une expertise qui ne s'obtient qu'à la suite d'un investissement conscient et personnel. Le dernier discute des possibilités de collaboration entre ces deux mondes.

Pour toutes ces raisons, la conclusion ne sera constituée que des rappels de ce qui ressortiront comme points saillants. Car en dépit de nos efforts de cerner la réalité sociale sous étude, nous en sortirons avec la conviction de n'en avoir levé qu'une petite partie de la voile.

1. Des ONG en Afrique et au Congo-Kinshasa

En Afrique en général, et en RDC en particulier, la présence des ONG internationales ne peut se justifier en dehors de l'état de détresse quasi permanent qu'éprouve la grande majorité de la population. Ainsi une certaine littérature consacrée à la faillite de l'Etat congolais concède la qualification de l'«ONGisation» de la société congolaise (Trefon & alii 2004 :119-132). C'est une situation qui renverrait à l'image d'un patient qui ne tient sa vie qu'au bon

¹ Dans la suite de ce texte, l'usage du terme ONG voudra tout simplement signifier Organisation non gouvernementale internationale.

² Cfr les musées de Tervuren, etc.

vouloir du prestataire des soins ; celui-ci lui administre toute sorte des produits par la voie intraveineuse en espérant renforcer son système immunitaire pour une éventuelle autonomie.

Par ricochet, aucun secteur ne semble échapper à leur contrôle. Il suffit pour cela de se reporter aux contextes de leurs interventions, qui sont constamment rappelés et documentés dans les publications sur la toile des postes à pourvoir. Néanmoins, on peut noter avec Olivier de Sardan J.-P. que pour l'Afrique, c'est depuis l'époque des indépendances politiques que ces pays ont été remorqués dans le train du 'développement' et à partir de laquelle naquit l'idée d'une assistance technique Nord-Sud (Olivier de Sardan, 1995). A notre avis, cette traine sera toujours de mise tant qu'elle n'aura pas faibli à la suite d'une embellie tant attendue de la part de ces Etats, la consécration pour une période encore considérable de l'anesthésie et le renforcement du potentiel de ce qu'un auteur a qualifié en Amérique latine le potentiel du syndrome de la dépendance (Olivier-Smith : 1996 : 303-328).

Il convient de rappeler qu'aucun secteur n'est épargné par ces organismes. Il va des problématiques sanitaires, sécuritaires, environnementales, etc. Ce quadrillage s'expliquerait-il par un sursaut de l'Occident ? Ou par trop d'excès d'altruisme ? Un rapide coup d'œil sur le site Mediacongo laisse transparaître à travers sa rubrique « Offre d'emploi », toute une panoplie d'angles d'attaque du vécu des Congolais de la classe moyenne et de toutes les catégories sociales dites pauvres. On y note par ailleurs les offres qui s'expriment dans les domaines tant régaliens (c'est-à-dire relevant des attributions des pouvoirs publics) que privés. Un court inventaire peut être très révélateur à ce sujet. Prenons au hasard pour plus d'illustration les trois extraits suivants³ :

Extrait n°1

« XX a commencé à travailler en RDC en 1994, lorsque le conflit a commencé dans l'est du pays. Cette République est reconnue pour être l'un des pays dans lesquels les enfants sont soumis à de plus grandes atrocités. L'accès aux services essentiels est très limité et les enfants sont soumis à l'exploitation généralisée et d'abus, y compris le recrutement dans des groupes armés, le travail forcé, les abus sexuels et l'abandon. Dans le cadre de ses activités en RDC, XX, cherche à recruter un Y... qui sera basé(e) à »

Extrait n°2

« YY est une Organisation Internationale de Développement à but non lucratif fondée en 1971, YY travaille dans près de 40 pays pour améliorer la vie de ceux qui sont confrontés à la pauvreté et à la marginalisation. Nous luttons pour un monde où tous les gens sont écoutés, capables et dynamiques. En République Démocratique du Congo et le reste du monde, l'exploitation minière constitue un moyen de subsistance pour des millions d'hommes et de femmes, dont beaucoup ont peu d'autres options pour aider leur famille. YY utilise une approche intégrée et holistique pour aider les communautés dépendantes des ressources naturelles à améliorer leur vie. Spécialisés dans les domaines du secteur minier ci-après : santé et sécurité dans les mines, droits humains, traçabilité et transparence, autonomisation économique des mineurs, réduction de l'utilisation du mercure, réduction du travail des enfants, certification minière et approvisionnement éthique, nous aidons les communautés à tirer parti des ressources naturelles de manière durable. Nous améliorons également la gouvernance dans les pays où nous travaillons, en renforçant les institutions locales, régionales et nationales. Depuis 2003, en Partenariat avec le Gouvernement Congolais, YY a utilisé son approche intégrée du développement pour cibler les causes profondes complexes du travail des enfants dans les exploitations minières artisanales et à petite échelle.... »

Extrait n°3

« Poursuivant son but de réduire la pauvreté structurelle en RDC, ZZ met en œuvre le programme "zz" qui bénéficie de la vaste expérience et de la recherche de ZZDRC ; et constitue une plate-forme clé pour faire progresser l'approche de l'autonomisation des femmes, y compris le développement économique des femmes, l'engagement des hommes et des garçons contre la GBV, le renforcement de la société civile pour plaider en faveur des droits des femmes. Pour y parvenir, le programme "zz" met en œuvre une série d'actions et initiatives visant la promotion de l'égalité du genre et s'inscrivant dans une vision de transformation profonde de la société congolaise. Ce qui coïncide avec la politique nationale du genre du Congo (RD) qui est de « Bâtir avec tous les acteurs, une société sans discrimination, où les femmes et les hommes, les filles et les garçons ont les mêmes opportunités et droits de participer à leur développement et de jouir des bénéfices de leur croissance ». ... Le programme "zz" est partie intégrante d'un financement global ... comprend quatre domaines thématiques transversaux pour tous les pays : (i) le renforcement de la société civile, (ii) l'autonomisation économique des

³ Pour des raisons d'éthiques, nous précisons ici que faute d'avoir l'idée du marketing de l'une ou l'autre ONG, nous avons modifié leurs dénominations à partir desquelles nous avons tiré ces extraits.

femmes et l'entrepreneuriat, (iii) la participation des femmes aux processus décisionnels et (iv) l'engagement des hommes/garçons dans la transformation des normes de genre ...».

Ce tri arbitraire, n'ayant pas obéi à aucune systématisation pour raison d'élégance, fait scintiller la métaphore avec laquelle l'auteur de *Némésis médicale* illustre la manière dont le progrès médical, non seulement coûteux et dangereux en soi a entre autres pour conséquence la colonisation à sa guise de l'autonomie de l'homme. Celui-ci développe le mythe de l'immortalité qui amollit ses ressorts vitaux, et doit désormais pour sa survie à un attachement aliénant de tout ce qu'on lui impose sans alternative par ce rouleau compresseur (Ivan Illich, 1985). Dans cet ordre d'idées, il dicterait sa loi à la fois sur l'environnement physique et psychique de l'homme jusqu'à ne lui imposer que la dépendance. Pour le cas spécifique des populations congolaises, elles se débattent encore sans une issue favorable. D'ailleurs la littérature marxiste n'a de cesse fustiger le caractère aliénant du Capital en fournissant des notions devenues désormais classiques tel que masse laborieuse, classe sociale, prolétariat, etc. (Engels F., (1972) ; Guba R., 1994).

Il est un fait qui n'étonne plus car la plupart de la documentation jusqu'à ce jour produite localement à caractère public telles que les enquêtes d'envergure nationale, même si les institutions étatiques concernées en revendiquent la paternité, bénéficient d'un soutien financier conséquent des partenaires qui apparaissent sur des pages de couverture. Dans cette lignée il y a lieu de citer les EDS, les DSCR et d'autres rapports du genre renseignant sur les indices de pauvreté (PNUD), comptent parmi les indicateurs qui font état des écarts à combler dans le secteur considéré par rapport aux résultats attendus.

On pourrait avancer que la mise en exergue de tous ces indicateurs détermine la vitalité de ces organismes d'essence altruiste. Ils sont tellement intervenus depuis Léopold II, mais avec acuité au cours des années quatre-vingt-dix, qu'ils ont réussi à formater une mentalité telle que leur réclame ne passe plus par de beaucoup de tapages. D'ailleurs leurs relations avec les pouvoirs publics ne cessent de s'intensifier surtout lors de l'irruption des épidémies. A l'occurrence de ces événements sanitaires, il n'est pas neutre d'enregistrer des appels à ces partenaires traditionnels. Partant de ce constat, l'établissement par exemple des 'cartographies des intervenants et des interventions' (PNLP, 2007) entend séduire les dubitatifs.

En plus de cette capacité de séduction acquise par certaines institutions étatiques, les populations de leur côté, ont développé à l'égard des interventions ponctuelles des ONG des attitudes attentistes, surtout dans le secteur de la santé. Les expressions telles que le « projet des Blancs » rappellent le caractère gratuit de leurs interventions. Il va de soi que leur omniprésence dans un pays, une présence non seulement souhaitée mais voulue à cor et à cri par tous, est un signe prémonitoire de la non prise en compte des expériences des autres parties du globe qui ont connu aussi des calamités similaires à ceux des pays du Sud, et qu'après s'être renforcées ont décidé un jour, sinon au fil du temps et de manière résolue, ont décrété le sevrage institutionnel. Car, se sentant dans l'obligation morale de se départir des conséquences d'éternels assistés ; l'Europe a fait preuve d'une grande maturité vis-à-vis du Plan Marshall. Et tout près de nous et presque au cours de la période des indépendances juridiques des pays africains, la Chine de Mao Tsé Toung présente une illustration contemporaine indéniable.

Un autre aspect non le moindre en dehors de la fragilité supposée des pays dans lesquels opèrent les ONG, se trouve leur étiquetage ou dénomination. En effet, ces interventions ont lieu souvent selon l'argumentaire d'un projet en vigueur dans des « pays très pauvres », des pays où les enfants seraient soumis à l'exploitation généralisée et d'abus, à l'abandon et dont l'accès aux services sociaux de base serait très limité (MédiaCongo, 2018). Sans prétendre en avoir pourvu toutes les caractérisations, ce résumé du contexte au vu des potentialités dont dispose la RDC n'est à juste titre pas de nature à alimenter une quelconque fierté nationale. Car en psychologie a-t-on appris la répétition des propos négatifs sur l'adolescent l'impactent durablement jusqu'à l'âge adulte. Celui-ci finit par développer des sentiments de rejet et d'isolement ; mieux des convictions selon lesquelles rien de bon ne peut sortir de lui. C'est peut-être là le danger que les responsables de chacun des secteurs où les interventions fusent de partout ne perçoivent qu'à peine. Figurer sur la liste des pays problématiques ne peut qu'enchanter certains acteurs invisibles du grand public mais très actifs ; sinon en tant que pays situé au centre des enjeux mondiaux.

Ce seul positionnement devait amplement suffire pour amorcer une nouvelle ère et écrire sa propre histoire à défaut de participer à celle de la planète mais aux accents particuliers, d'une vision du monde à la congolaise. Il relève d'une utopie réalisable voire possible (Jean Grenier, 1933), à l'instar de celles qui sont en cours, mais n'entrent pas dans les préoccupations de cette étude.

2. ONG et opportunités pour les universitaires

En se référant à ce qui vient d'être discuté, nous sommes en droit d'avancer que les opportunités qui s'offrent dans les ONG sont le reflet des problèmes à résoudre au sein des populations des pays dits problématiques. Cette qualification ne tient en partie à cause de la mauvaise gouvernance déclenchée en RDC au tournant des années 70, avec

la Zaïrianisation (nationalisation) de l'outil de production. Cette privatisation à la sauvette a contribué à gangréner la gestion des portefeuilles de l'Etat.

Du coup, travailler pour le compte de l'Etat au niveau des cadres moyens constitue qu'un palliatif temporaire comparé à celui qui est employé dans les ONG ; non à cause de leurs exigences, mais du traitement salarial qui est de loin plus alléchant par rapport à ce que le secteur public propose à tous ces agents. Précisons tout de même que cette situation est typiquement congolaise, car ailleurs, c'est-à-dire dans la plupart de certains pays africains, c'est l'inverse qui est de mise.

En RDC, ceux qui parviennent à y trouver un poste de travail jouissent d'une estime sociale appréciable. Par contre, dans les services publics le chemin de la croix est à arpenter par la majorité des recrues du bas du niveau. Les plaintes sont enregistrées allant dans le sens du manque : maîtrise des effectifs, attribution de l'immatriculation des nouvelles unités ; et certains intervenants dans le secteur de la santé finissent par prendre en charge les plaintes des agents de leurs zones d'intervention : en se proposant de présenter au ministère de tutelle un fichier nettoyé et actualisé des effectifs du personnel actif, primer les performances et financer les formations en cascades conformément aux engagements internationaux auxquels la RDC a pleinement et de gré adhéré.

Ces problèmes ne faisant pas partie de cette investigation, nous ne l'avons que survolé pour montrer qu'au nombre des problèmes sociaux auxquels se trouvent confrontés les populations du Congo profond ou ceux qui sont éloignés des centres urbains. Ils sont à l'image des opportunités d'embauche et de carrière pour des universitaires. De ces opportunités on distingue : celles qui ne requièrent aucune expérience de celles qui ne s'octroient qu'au prix d'une expérience d'une décade dans le même poste.

Par rapport aux premières à titre d'exemple on retrouve le poste de chargé de courrier, d'entretien des bureaux et du charroi automobile, etc. qui peuvent être occupés par tout celui ou toute celle qui veut y commencer *sans* expérience. Un gradué ou le détenteur d'un baccalauréat est éligible, quitte à se forger une maîtrise pour des jours meilleurs à la publication d'une offre qui exige tout ce qu'on a acquis comme capacités. En termes de souvenirs, édifions-nous par ce témoignage.

Extrait n°4. Témoignage

« A la suite d'un renseignement d'un aîné en charge de la formation (encadrement de la jeunesse) dans un regroupement religieux de l'université de Kinshasa ; médecin de formation, il animait un jour à l'intention de son audience le thème se rapportant à l'informel. Il insista sur le fait qu'il fallait développer l'informel pour se développer.

Comme pour dire, à l'aide de son propre exemple, de ne pas attendre du travail sur le plateau en or, celui-ci peut être une occasion très rare. D'où la nécessité de se frayer le chemin par ce qui est insolite, parfois en dehors de sa spécialisation universitaire. »

Revenant sur son exemple, il dit :

« Après ma formation à la faculté de médecine, j'ai commencé par sensibiliser les jeunes contre les risques de la maladie du Sida et de bifurquer après en direction de l'implantation des sous-bureaux de mon ONG à travers toute la République. Avec cela je suis parvenu à engager même un personnel qualifié dans divers domaines tels que les laborantins, les infirmiers, les économistes, les informaticiens, les mobilisateurs communautaires, etc. »

Sur un ton à la fois ironique et stimulant, il enchaîna dans son enseignement en disant :

« Alors que je me voyais porter un blouson de manière permanente aux cliniques après mes études en médecine, me voilà souvent entre deux avions en train de sensibiliser les jeunes et adolescents sur le VIH/Sida, en participant aussi à des conférences internationales et autres réunions de haut niveau ; c'est-à-dire loin des bistouris et des stéthoscopes, conclut-il. »

Tout ceci pour s'être investi dans l'informel. Voilà l'un des moyens accessibles devant permettre la soumission d'un dossier avec la chance d'être retenu, ce, après y avoir forgé une certaine perspective. Un tel apprentissage dans l'informel débouche sur l'acquisition d'une idée devant armer le (la) candidat(e) à concourir à toutes sortes d'offres qui nécessitent impérativement une longue et riche expérience.

C'est ici que les critères de sélection se durcissent et mettent en déroute voire découragent les novices. Sinon tous les postes imaginables pour le bon fonctionnement d'une institution dont l'ambition est de durer longtemps sont ouverts au public et postés sur la toile. Au nombre de ceux-ci citons par exemple : le chargé des ressources humaines, le logisticien, le chargé de suivi et évaluation, le chargé de la communication, les comptables, etc. Sans doute le préalable de la maîtrise de l'outil informatique s'impose de soi, car être autonome lors de la recherche en ligne est un des critères indispensables qui évitent des plaintes de la part de l'universitaire en quête d'embauche.

Le survol de cet aspect augure celui axé sur les préalables. Qu'en est-il exactement ; et comment peut-il être à la fois bénéfique aux futurs demandeurs d'emploi, et à l'institution qui les forme ?

3. Préalables pour intégrer les ONG

D'après les témoignages recensés auprès des premiers universitaires congolais, il a existé une époque où les entreprises et sociétés de la place venaient recruter les finalistes en leur proposant des salaires concurrentiels. Il semble que cette époque d'heureuse mémoire est révolue, et se conjugue désormais au passé. De tels témoignages se sont éloignés inexorablement depuis l'effondrement de l'économie nationale en dépit d'une embellie précaire, mais aussi et surtout de la fuite des cerveaux vers des horizons plus sécurisants.

Plus de 50 ans après, qui coïncident avec l'âge de l'Université au Congo, cette nostalgie s'est transformée en une concurrence acerbe, qui, pour le secteur sous étude, requiert des prérequis très solides ; et ceux-ci ne s'octroient qu'à coup des sacrifices personnels du postulant. Sinon la demande est toujours disponible et fait face à une élite peu compétitive, à cause en grande partie du manque de dévouement fertilisé par un tas d'antiveurs érigées en normes pour passer des promotions. L'effritement du souci de la méritocratie ou du ralentissement de l'idée d'une projection dans le futur avec des solides amarres, constitue autant des facteurs annonciateurs d'un déclic qui s'est désormais opéré.

Cependant une inquiétude traverse des décennies, de Mabika Kalanda et Bongeli sur la qualité de l'enseignement supérieur. Du premier, on note le regret d'une inconscience dans le chef de l'élite intellectuelle (Mabika, 1965 : 67) ; tandis que le second fustige l'impact de l'enseignement supérieur sur la fabrique des cerveaux inutiles (Bongeli, 2016). Mais la réponse semble provenir de l'autorité de ce secteur lorsqu'il conclut en faveur d'une apologie de la suppression des épreuves du cycle secondaire. Car selon elle, ces épreuves alimentent les établissements de son secteur des produits d'un bas niveau d'instruction. Lisons attentivement cet extrait pour nous en convaincre.

Extrait n° 5 : Steve Mbikayi pour la suppression de l'Examen d'Etat - 25.06.2018.

« Le ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire propose la suppression de l'Examen d'Etat pour les élèves en fin de cycle secondaire. Intervenant sur les antennes de Top Congo, Steve Mbikayi a affirmé que 80% d'élèves qui obtiennent les diplômes d'Etat ne les méritent pas.

Il propose que chaque école organise son examen pour que ses diplômés passent plus tard un concours rigoureux pour accéder à l'université.

Cela poussera les parents à inscrire leurs enfants dans de bonnes écoles...", a conclu le patron de l'ESU »

Source (<https://www.mediacongo.net/article-actualite-39536.html>)

Que chaque école organise ses propres épreuves ne peut constituer qu'une des étapes. Car on connaît actuellement que les établissements d'enseignements secondaires tablent sur le nombre (effectif) au détriment de la qualité. Que des banderoles et autres affiches qui exhibent la mention (100%) aux examens d'Etat dans un but purement lucratif. La solution doit débiter au niveau de la réhabilitation de l'enseignant du niveau primaire. Celui-ci jouissait d'une estime inégale à celui d'aujourd'hui. Tout devra partir de là si réellement volonté il y a pour sortir du bourbier.

Arrivé déjà au niveau des humanités avec des tares pour un élève, scelle pour longtemps la venue de ceux qui n'ont pas les capacités requises pour affronter les études universitaires. Pour eux donc, la seule cure est la révolution mentale (Mabika Kalanda, 1965). Cette cure concerne ainsi tous les acteurs de ce secteur au lieu de demi-mesures et de moyenne portée sans lendemain.

Comment expliquer le déphasage entre la position géostratégique de la RDC et l'absence des ambitions des grandeurs dans le chef de sa jeunesse ? Elle se trouve désormais embarquée dans des passions démesurées au nombre desquelles se rangent en voie royale, la fréquentation des débits de boissons en plein air (et en plein essor à Kinshasa), à des mouvements religieux aux idéologies contradictoires, éloignées du Transcendant humain qu'elle prétend adorer sans réellement le connaître. Ou encore la prise d'assaut des lieux publics soit pour subtiliser les possessions des paisibles passants, soit encore s'improviser par force comme courtiers des biens et services.

A la limite, une élite qui peine à se démarquer de cette masse ne peut qu'être la cible sur laquelle les ONG viennent justifier leur présence, et non celle sur qui elles peuvent compter en vue de transformer le monde dans lequel elle vit, et préparer celui d'un rêve cultivé depuis la tendre enfance. Qu'entendons-nous du Congo de 2050 face aux enjeux planétaires avec une jeunesse désaxée, sans repère ? C'est ici où il faut insister sur la nécessité d'un investissement utopique de grandeur. Un investissement qui fait réellement rêver, loin des folklores politiques qui clament une chose mais font exactement le contraire une fois aux commandes de l'appareil de l'Etat.

Sans une prise de conscience généralisée de la part de cette jeunesse, ou de l'élite universitaire, elles constitueront à ses yeux des clubs d'amis clos qui se relayent des postes une fois vacants. Cependant sans être hyper pessimiste, nous insistons sur le fait qu'il plane dans le paysage universitaire une suite des générations qui n'ont rien

d'universitaire sauf leurs preuves d'inscription. Car les attitudes qui consistaient à prendre des notes au moment de la dispensation des cours, et la hardiesse de dresser un mémo collectif pour récuser un enseignant jugé incompétent se sont étioilées au profit d'un laisser-aller qui ne dit pas encore son nom. Pire encore, il s'installe-la pratique de l'appréciation de passages des promotions qui obéissent plus à des critères « des relations pédagogiques » que ceux réellement académiques. Devant cette impasse, la compétition s'est laissée rattrapée par des nouveaux standards non universaux nocifs à l'éclosion d'une race d'élite compétitive et réellement ambitieuse.

4. Possibilités de collaboration université et ONG

Envisager la collaboration sous l'angle incommensurable d'absence de la méritocratie serait déjà viciée au départ. Raison pour laquelle nous insistons sur deux choses qui ont toujours consisté en un chapelet des recommandations effleurées par les enseignants : l'outil informatique et la langue anglaise. En effet, leur maîtrise est un des préalables indispensables sur lesquels elles ne sacrifient nullement leurs efforts pour offrir de l'embauche à un postulant si intelligent, soit-il.

- De l'informatique

L'outil informatique passe pour un incontournable critère pour être embauché dans les ONG, quel que soit le secteur d'action considéré. Son programme de base (Word) recèle tout ce qu'il faut pour digitaliser sur la feuille A4 des phrases (idées) sous formes des textes, tableaux, présentations et invitations. A côté de Word, l'Excel et le Powerpoint constituent des entrées indispensables qui ne se maîtrisent que par leur utilisation de routine.

Savoir manipuler le clavier et la souris incorporée ou non comptent parmi le savoir informatique attendu de tout prétendant à un poste vacant. En effet, lors du test, encore faut-il que le CV soit bien présenté décrivant mieux le profil attendu pour être qualifié à cette étape, la vitesse compte énormément. Il est exigé également la maîtrise des logiciels de traitement des données quantitatives et qualitatives (Epidata, Epi info, SPSS, Stata, Atlas.ti, Analyse de contenu) qui s'ajoute en ingrédients à cette liste concernant l'informatique.

Il est ainsi attendu de tout universitaire un minimum d'investissement qui passe pour des suppléments qui manquent à l'appel au cours de la formation de la majorité des étudiants. Ne faut-il pas rappeler ici que le cours d'informatique (notions théoriques) n'est enseigné par exemple qu'en premier graduat en anthropologie ? Et le reste du programme d'enseignement ne prévoit-il rien du tout s'inscrivant en direction de l'approfondissement qui prépare à des échéances déterminantes de la vie professionnelle. Disons un dernier mot avec la seconde insistance.

- De la langue anglaise

La langue anglaise, comme deuxième préalable retenu dans la présente étude, quant à elle, donne l'impression d'être une corvée pour l'universitaire congolais. Elle n'est pas approchée par les étudiants dans le souci de s'ouvrir plus tard au monde. Pour rester dans le cas du programme actuel d'enseignement en Anthropologie, il est un cours qui n'est dispensé uniquement qu'en deuxième graduat. Pourtant la littérature spécialisée de base sur cette discipline, abondante et disponible en ligne, est essentiellement en anglais. La manipulation de l'anglais technique en Anthropologie est inexistante dans le cursus académique, alors qu'il est porteur d'un esprit scientifique indispensable par exemple, dans le cadre des recherches de terrain qui conduisent à des publications appréciables parmi les pairs à l'échelle planétaire.

Voilà des facteurs susceptibles de décroquer les trouvailles locales. Ainsi pour le (la) finaliste, il (elle) se ferme ainsi la porte à des belles aventures, ou des carrières alléchantes faute de la maîtrise de la langue de Shakespeare. Il peut être dit assez au sujet de l'outil informatique. Car le clavier pour la plupart est en anglais, et faute de ces deux préalables on peut s'imaginer dès lors le divorce qui se déclare à l'appel d'une collaboration entre les deux mondes : académique et ONG.

Nous venons certes d'étudier l'opportunité que nous qualifions de primaire quand elle s'adresse à des finalistes en vue d'une certaine utilité à leur égard. Reste à souligner néanmoins que la vision panoramique dont dispose l'enseignant se présente comme une ressource au service de cette collaboration. Nous osons la qualifier d'opportunité secondaire, dans la mesure où cette cible est à même de construire des opérations qui dépassent la simple évidence.

Autrement dit, les efforts à fournir pour répondre à leurs exigences sont mieux interprétés et compris par le corps académique à la suite de leur longue expérience par rapport aux questions sociales. D'où l'appel à la révision des contenus des cours afin de leur conférer les portées pratiques aux côtés de la théorie. De cette exigence s'ajoute une autre qui insiste sur la remise en question collective, un défi à relever tous azimuts concernant les deux préalables des premières cibles, qui doivent constituer des ingrédients indispensables pour nouer des partenariats bancables. Une telle maîtrise est susceptible d'être transmise aux générations d'étudiants qui auront le bonheur de se forger des modèles, donc des stimuli qui pour le moment se dérobent et participent à l'évanouissement des talents ou de vocation.

Ainsi donc, il n'est pas tolérable d'assister penaud à leur foisonnement et dont les agents mènent une vie au-dessus de la moyenne, et d'ambitionner sérieusement d'en faire partie et ne pas être en mesure de transformer le désespoir des rêves des finalistes en mains d'œuvres qualifiées de par la mission dédiée à l'Université par ses textes fondateurs. C'est à ce prix, seulement que les conditions de vie du grand nombre pourront s'améliorer durablement ; à l'instar d'un peuple qui aspire à matérialiser la sagesse chinoise de plus apprendre de l'autre à pêcher que d'attendre toujours du poisson.

5. Pour ne pas conclure

La ligne éditoriale de la présente qui se voulait collaboratrice, invitait à la réflexion pour creuser les possibilités de rapprochement de deux mondes : académique et celui des ONG. C'est ainsi que notre contribution a essayé d'insister sur quelques préalables non négociables de l'offreur. Et après nous être investi dans la compréhension du pourquoi de leur présence en RDC, nous croyons avoir rendu intelligible à l'attention de nos lecteurs qu'elles ont développé une rationalité de gestion aux standards internationaux au rang desquels passent nécessairement la maîtrise de l'outil informatique, et tout ce qu'il charrie comme logiciel de traitement des textes et des données. La maîtrise de la langue anglaise n'a pas manqué de se signaler en bonne place.

De ce fait, la non prise au sérieux de ces deux préalables lors de la formation de l'élite la condamne au contentement des métiers qui n'honorent que tardivement son homme. Une refonte ou remise en question (Mabika Kalanda, 1966) est plus qu'indispensable. Dans ce cas, la mise en garde d'Emile Durkheim rappelée par Xavier vaut encore aujourd'hui tout son pesant d'or lorsqu'il écrivait :

Nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif. Si nous séparons avec soin les problèmes pratiques, ce n'est pas pour négliger ces derniers : c'est, au contraire, pour mieux les résoudre » (Xavier Molénat 2016 : 31-32).

Pour cela, un investissement personnel et réfléchi de l'élite demeure le maître-mot qui viendra irriguer l'ensemble des matières académiques accumulées au cours des années. Mais ce qui vient d'être discuté semble relever d'un terrain tenu à distance par bon nombre des spécialistes des sciences sociales. Pourtant c'est un domaine à investir pour participer tant soit peu à l'amélioration des conditions de vie de milliers des gens qui vivent dans la détresse permanente.

Enfin, il serait corrosif d'admettre qu'on a évacué cette question en se contentant de ce qui vient d'être dit. Anthropologues et autres scientifiques congolais excellent et passent plus le clair de leur temps à philosopher avant de sombrer inéluctablement dans des recommandations fétichisantes, faciles et moralisantes.

Que la lecture de ce qui précède puisse susciter et révolter en même temps les anthropologues premièrement et, autres scientifiques des sciences sociales ensuite, afin d'inscrire la question des ONG dans leurs préoccupations scientifiques tant en extension comme en compréhension. Tel est notre vœu le plus ardent.

Références bibliographiques

- Anthony Olivier-Smith, « Anthropological research on hazards and disasters », in *Re. Anthropol.*, 1996, pp. 25 : 3.3-28
- Emile Durkheim, *Le suicide*, Paris, Alcan, 1969.
- Goldshmidt, W., (ed.), *The uses of anthropology*, A special publication of the American Anthropology Association, n°11, Washington, 1978.
- Guba, R., « Anthropologist among the Marxists », *Civil Lines*, 1 : 73-94.
- Ivan Illich, *Némésis ou expropriation de la santé*, Paris, Seuil, 1975.
- James Ferguson, « Development » in Alan Barnard and Jonathan, *Encyclopedia of social et cultural anthropology*, London and New York, Routledge, 2002, pp. 234-243.
- Jean Grenier, *Essai sur l'esprit d'orthodoxie*, Paris, Gallimard, 1933.
- Jeanne Canizzo, « Museums », in Alan Barnard and Jonathan Spencer, *Encyclopedia of social and cultural anthropology*, London et New York, 2005.
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995.
- Maurice Godelier, *Perspectives in Marxist Anthropology*, Cambridge : Cambridge University Press, 1977.

- Mead Margaret, « Applied Anthropology : The State of the Art » in A.F.C. Wallace et al. (eds) Perspectives on Anthropology, Publications of the American Anthropological Association, Washington, 1977.
- MSP-PNLP, Cartographie des intervenants et interventions/PNLP 2007, Kinshasa, s.éd., 2007.
- Theodore Trefon et alii (S. Dir.), « Agir à la place – et en dépit de – de l'Etat : ONG et association de la société civile à Kinshasa » in *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Tervuren, n°61-62, 2004, pp. 119-132.
- Weaver T., « Anthropology as Policy Science : Part I A critique Human organization, 44 (2), 97-105, 1985.
- Xavier Molénat, « Emile Durkheim. Le Père de la Sociologie française », in Nicolas Journet (S. Dir.), *Les grands penseurs des sciences humaines*, Auxerre, Sciences Humaines Editions, 2016.